ASSEMBLÉE NATIONALE

20 juin 2014

AGRICULTURE, ALIMENTATION ET FORÊT - (N° 1892)

Adopté

AMENDEMENT

N ° CE1000

présenté par

M. Roumegas, Mme Bonneton, Mme Massonneau, M. Molac et Mme Allain

ARTICLE 33

A l'alinéa 9, substituer aux mots :

« issus d'une récolte reconnue illégale par l'autorité compétente du pays de récolte ou de produits dérivés de ces bois »,

les mots :

« ou produits dérivés de ces bois, issus d'une récolte illégale au sens du g) de l'article 2 du même règlement ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il est certain que la référence à la décision de l'autorité compétente du pays de récolte pour juger de la légalité du bois n'est pas conforme au règlement (UE) n° 995/2010 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010. L'article 2g du règlement précise bien que la mention « issu d'une récolte illégale » signifie que le bois ou les produits dérivés du bois ont été récoltés en violation de la législation applicable dans le pays de récolte. La France s'expose à une réaction de la Commission européenne sur ce point.